

Logiciels libres et rapports marchands

Partie II

Des germes de rapports non marchands

Dans la dernière partie de son texte, « en guise de conclusion », JC pose « une question générale » : « ... je m'interrogerai sur l'idée que pourraient naître au sein du capitalisme par la voie de nouveaux développements technologiques 'les germes de rapports non marchands'. » Et il répond par la négative.

Son argumentation est la suivante :

« Cette idée que se développeraient à l'intérieur de la société capitaliste les formes économiques (donc sociales) de la société future est donnée par Raoul en référence à Marx : 'jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place, avant que les conditions matérielles de leur existence se soient écloses dans le sein même de la vieille société'. Je comprends cette phrase dans le sens suivant : l'expérience des formes d'auto-organisation du prolétariat (les Conseils Ouvriers ...) est l'anticipation des formes d'organisation de la société future ; et c'est dans les luttes de classes que se constituent les conditions matérielles des 'rapports supérieurs de production' éclos 'dans le sein même de la vieille société'. À cela, l'expérience nous a appris que ces formes ne peuvent pas être permanentes au sein de la société capitaliste ; elles ne sont, si elles ne triomphent pas, que transitoires et passagères.

Or, ce qu'affirme Raoul me semble ressembler à la chose suivante : l'instauration, non de formes d'auto-organisation issues de la lutte de classes, mais de formes économiques (donc sociales) non-marchandes au sein du capitalisme qui, de plus, tendraient à se pérenniser. Je pensais que ce qui caractérisait le prolétariat par rapport aux classes surgissant des périodes pré-capitalistes, c'était justement cette faiblesse extrême, celle justement de ne pas pouvoir s'appuyer au sein de la société capitaliste (contrairement au cas de la bourgeoisie sous le féodalisme) sur des forces économiques propres.

Si je réponds négativement à cette possibilité de 'germes de rapports non-marchands au sein du capitalisme le plus moderne' sur l'exemple particulier des logiciels libres, j'aurais tendance à donner une réponse négative, en général, à toute possibilité analogue de trouver des rapports non-marchands (même à l'état de germes) dans le capitalisme. »

Ce qu'en disent Marx et l'histoire

Commençons par examiner l'interprétation faite par JC de la fameuse citation de l'Avant-propos à la critique de l'économie politique de Marx, avant d'essayer de voir ce que peut dire l'histoire elle-même sur les conditions du passage d'un système social à un autre.

JC considère que lorsque Marx parle des « conditions matérielles » qui doivent s'être « écloses au sein même de l'ancienne société » pour permettre l'existence de « rapports supérieurs de production », il s'agit de la pratique sociale la plus avancée du prolétariat en lutte au sein du capitalisme : les conseils ouvriers.

Remarquons tout d'abord que lorsque Marx a écrit ces lignes, ni les conseils ouvriers, apparus pour la première fois en 1905 en Russie, ni même la forme première de ce type d'organisation telle qu'elle surgit au cours de la Commune de Paris en 1871, n'existaient. De quelles « formes d'auto-organisation issues de la lutte de classes » aurait donc voulu parler Marx ? Notons ensuite, que Marx, ne cherche pas à définir une loi concernant le seul passage du capitalisme au communisme. Il traite de la succession des différents modes de production « asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne » dont il dit que, « réduits à leurs grandes lignes » ils « apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société. »

Quelles sont pour JC ces « conditions matérielles » dans les cas des autres transitions historiques ?

Lorsque Marx, dans le même texte, traite des « bouleversements » qui caractérisent ces transitions, il écrit : « Quand on considère ces bouleversements, il faut toujours considérer deux ordres de choses. Il y a le bouleversement matériel des conditions de production économique. (...) Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques, dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit [entre le développement des forces productives et les rapports de productions existants] et le poussent jusqu'au bout. »

Sans vouloir nous perdre dans des exercices d'exégèse, on peut, à la rigueur, dire que l'interprétation de JC des « conditions matérielles » comme la pratique de la lutte dans « les conseils ouvriers », peut être rattachée

à l'idée de la prise de « conscience de ce conflit » qu'il faut « pousser jusqu'au bout ». Mais, outre qu'il s'agit d'une réduction au sein de la dimension « idéologique » de la réalité, cette interprétation ignore la dimension économique de celle-ci, « le bouleversement matériel des conditions de production ». Or, pour Marx, comme il le précise, quelques lignes avant dans le même texte, « c'est dans l'économie politique qu'il convient de chercher l'anatomie de la société civile ».

L'interprétation que fait JC de la pensée de Marx sur cette question est pour le moins trop restrictive. Il est clair que lorsque Marx parle de la nécessité que des « conditions matérielles » se soient écloses au sein de l'ancienne société, il s'agit essentiellement du développement des conditions matérielles de production, et en particulier des forces productives.

Si l'on observe l'histoire des deux transitions de modes de production que l'on connaît le mieux : de l'esclavagisme antique au féodalisme et du féodalisme au capitalisme, il apparaît clairement que ces conditions matérielles se sont déployées au sein de l'ancienne société. Qui plus est, ce développement a permis que les nouveaux rapports de production apparaissent, d'abord sous forme embryonnaire, puis prennent leurs assises au sein et à côté des anciens rapports de production dominants.

Le développement du colonat, connaît sous l'Empire romain, au IIe siècle, une accélération importante, mais il s'agit d'un phénomène déjà ancien. Au IIIe siècle, ce mode de production, qui établit les bases économiques du rapport féodal entre exploités et exploités, est devenu la forme normale de production dans les grandes propriétés¹. La croissance du capitalisme eu sein du féodalisme se déroule aussi pendant des siècles. Dès le XIe siècle, à travers le développement du commerce, en particulier dans le nord de l'Europe occidentale et dans la Méditerranée, le capitalisme devient une réalité économique présente en Flandres et dans certaines villes italiennes. Il prend alors surtout une forme mercantile, mais pas uniquement : dès le XIIIe siècle, « les arsenaux de Venise construisent des navires à un rythme encore inconnu jusqu'alors. »² Ce n'est pourtant qu'au XVIIe et au XVIIIe siècle, en Angleterre et en France, que les bourgeois, nouveaux maîtres de l'économie, auront la force de faire trancher la tête des rois féodaux pour permettre à leurs affaires de s'épanouir plus librement. Lorsque la bourgeoisie conquiert définitivement le pouvoir politique, il y a longtemps déjà qu'elle domine économiquement la société. La révolution politique se situe à la fin du processus d'implantation des bases économiques du nouveau système au sein de l'ancienne société.

Pour le cas des transitions du passé, la théorie de Marx se comprend et se vérifie aisément : avant que les nouvelles sociétés affirment leur domination définitive, il a effectivement fallu que leurs bases matérielles, économiques en premier lieu, se soient écloses au sein de l'ancienne société.

Mais les choses sont plus complexes lorsqu'il s'agit d'envisager la transition du capitalisme au communisme. Par le passé, du moins dans les deux cas que nous avons envisagés, la coexistence des deux modes de production se trouvait facilitée par le fait qu'il s'agissait de systèmes basés sur l'exploitation d'une partie de la société par une autre. Dans le Bas Empire romain, les maîtres d'esclaves et les maîtres de colons étaient souvent les mêmes personnes. Dans le féodalisme, les rapports entre seigneurs (nobles, ecclésiastiques) et bourgeois furent souvent sanglants. Les guerres de religion, qui, derrière l'affrontement entre la nouvelle « éthique » protestante et le catholicisme, ont opposé en Europe les tendances favorables aux nouvelles valeurs marchandes-capitalistes aux vieilles structures féodales, en furent une dramatique et meurtrière incarnation. Cependant, la coexistence entre le nouveau système et l'ancien était facilitée par le fait qu'il s'agissait de modes d'exploitation, avec des classes dominantes toujours prêtes à s'entendre sur le dos des exploités. En de nombreux cas, les puissants aristocrates de l'ancien régime ont pu aisément se métamorphoser en riches capitalistes, parfois sans rien perdre de leurs anciens privilèges. Les révolutions politiques qui ont marqué l'accession de la bourgeoisie au pouvoir d'État n'ont pas toujours eu besoin de prendre les formes radicales de l'Angleterre et de la France.

Mais, dans le cas de l'accession au communisme, il s'agit de passer d'un système d'exploitation à une société sans classes ni exploitation. Pour les marxistes, la classe qui est porteuse de la nouvelle société, le prolétariat, est bien la classe productrice de l'essentiel des richesses économiques, mais elle les produit suivant des rapports de production qu'elle subit. Cette classe ne peut engendrer des nouveaux rapports sociaux de production en accord avec ses intérêts essentiels, l'élimination de toute exploitation, sans briser le cadre politique qui la réduit à l'impuissance. Contrairement aux classes révolutionnaires du passé, sa

1. www.yrub.com/empromfin3s.htm.

2. <http://perso.club-internet.fr/erra/Marchand.htm>.

révolution politique ne se situe donc pas à la fin d'un processus d'implantation économique mais doit au contraire constituer l'acte précurseur permettant le bouleversement des conditions matérielles de production. Lorsque Marx parle des conditions matérielles qui doivent s'éclorre sous le capitalisme pour permettre au prolétariat d'instaurer des rapports communistes, il ne s'agit pas de germes de ces rapports mais fondamentalement d'un degré suffisant de développement et de déploiement des forces productives suivant des rapports de production capitalistes.

Telle est, ou a été généralement jusqu'à présent, la vision marxiste sur cette question. Sur ce plan là, c'est elle que reproduit JC dans son texte, du moins lorsqu'il écrit : « *Je pensais que ce qui caractérisait le prolétariat par rapport aux classes surgissant des périodes précapitalistes, c'était justement cette faiblesse extrême, celle justement de ne pas pouvoir s'appuyer au sein de la société capitaliste (contrairement au cas de la bourgeoisie sous le féodalisme) sur des forces économiques propres.* » J'ai moi-même toujours défendu cette position par le passé. Cependant, la nouvelle réalité technologique, l'apparition du monde des logiciels libres qu'elle a entraîné, ébranle, à mon avis, ce point de vue. Il est certain que l'idée que des germes de nouveaux rapports de production, de type non-marchand et contenant des éléments communistes, puissent surgir et « *se pérenniser* », pour reprendre les termes de JC, au sein du capitalisme lui-même, contredit une partie, un aspect de la théorie marxiste.

" Germes ? "

Mais, avant d'aller plus loin, il est indispensable de préciser ce qu'on entend par « rapports de production » et par « germes » de rapports de production. Car on pourrait objecter que les rapports qui lient les créateurs de logiciels libres entre eux, et ceux-ci à l'ensemble des utilisateurs - qu'ils participent ou non à cette création - ne peuvent être considérés comme de véritables rapports de production sociaux, c'est à dire des rapports pouvant se généraliser à l'ensemble de l'activité productive sociale, comme ce fut le cas pour le féodalisme ou le capitalisme par le passé. La capacité matérielle d'être reproduit gratuitement n'est le propre que de biens pouvant être digitalisables, transformables en une suite de chiffres et caractères. Nous avons vu que c'est déjà le cas pour certains moyens de production, tels les logiciels de pilotage de machines, ou de biens de consommation, tels des films, des jeux ou des disques de musique. Mais, pour le moment, nous ne savons pas digitaliser les biens alimentaires, ni les matières premières, par exemple. Des rapports qui ne touchent qu'une partie restreinte de la société et ne concernent matériellement qu'une catégorie de biens spécifique des moyens de production et de consommation, comment pourraient-ils être considérés comme des rapports *sociaux*, ou même des *germes* de rapports sociaux ? Les créateurs de logiciels libres ne peuvent pas se nourrir de logiciels ni du produit de la vente de ceux-ci, puisque par définition ils sont gratuits. Comment socialiser des rapports qui ne nourrissent pas leur homme ? Cependant, si l'on regarde l'histoire, en particulier la naissance de rapports capitalistes au sein du féodalisme, ou si l'on tente de projeter l'histoire dans le futur, et plus spécifiquement la place que peuvent être appelés à prendre techniquement les biens digitalisables dans le processus de production social, deux conclusions s'imposent, qui permettent d'entrevoir comment les rapports induits par les logiciels libres peuvent devenir les rapports de production socialement « *dominants* ».

Les marchands vénitiens, qui ont fait leur fortune au sein du féodalisme en vendant des armes ou des produits de luxe en provenance d'Asie aux seigneurs féodaux européens, n'agissaient pas au cœur de la production sociale. Même s'ils apportaient à l'étriquée vie féodale, centrée autour du fief et de son église de village, l'ouverture du commerce mondial (les courtisanes des cours européennes pouvaient porter des robes faites avec des produits orientaux), les rapports entre marchands et entre ceux-ci et l'ensemble du monde féodal restaient marginaux et apparaissaient comme purement subsidiaires. La production de l'essentiel des biens indispensables à la subsistance des hommes (les biens agricoles et artisanaux principalement) était faite sous des rapports féodaux. Cet aspect marginal, secondaire des rapports capitalistes au sein du féodalisme semblait si évident que même au XVIIIe siècle, les premiers économistes bourgeois, les physiocrates français, pouvaient, sans faire rire, prétendre que les marchands et les manufacturiers ne devraient pas payer d'impôts car, affirmaient-ils, ceux-ci ne créent pas le véritable « produit net » (que seul l'agriculture peut créer) : ils ne font que le transporter ou en modifier la forme.

Que voulons-nous en déduire ? Qu'à leur naissance, au sein de l'ancienne société, les rapports supérieurs de production ne naissent pas obligatoirement sous une forme achevée, capable de gérer la totalité de la

production sociale, ni même sa partie la plus vitale. Le fait que, aujourd'hui, les logiciels libres et plus généralement les biens digitalisables ne concernent qu'une partie encore marginale de la production et de la consommation sociales, ne constitue en rien un argument démontrant l'impossibilité que les rapports économiques qu'ils induisent ne deviennent un jour les rapports socialement dominants.

Ce qui a permis aux rapports capitalistes de devenir dominants après des siècles d'existence ce n'est pas seulement les victoires idéologiques, militaires, politiques des porteurs des nouvelles valeurs capitalistes contre l'ancien régime féodal, même si celles-ci ont joué un rôle déterminant, mais le fait matériel, concret, qui démontrait quotidiennement et de façon de plus en plus évidente que ces nouveaux rapports étaient les seuls à même de permettre l'utilisation des nouvelles forces productives engendrées par l'ouverture du commerce et le développement des techniques de production. « *En dernière instance* », c'est l'impératif économique, la tendance historique irréversible au développement de la productivité du travail qui finit par imposer sa loi.

Ce qui permet aujourd'hui d'envisager la possibilité que des rapports de production fondés sur les principes des logiciels libres (production en vue de la satisfaction des besoins de la communauté, élimination de la l'échange marchand, partage et coopération) puissent devenir socialement dominants, c'est le fait que ces rapports sont les plus aptes à l'emploi des nouvelles techniques de l'information et de la communication ET que le recours à ces techniques, leur place dans le processus social de production ne pourra aller qu'en se développant, inéluctablement.

Le monde des logiciels libres ne constitue pas un microcosme contenant des rapports sociaux nouveaux véritablement achevés. Certains de ses produits commencent à prendre une place significative dans le processus social de production : infrastructure informatique d'Internet, recours à Linux par les plus importants producteurs d'ordinateurs et par les institutions étatiques, etc. Cependant, les producteurs des logiciels libres ne sont pas nourris par leurs propres produits. La logique « gratuitiste » ne s'est pas encore généralisée aux biens qui assurent la subsistance matérielle des producteurs. Ceux-ci, qu'ils travaillent bénévolement ou salariés par une entreprise pour créer des logiciels libres, restent dépendants de revenus en provenance du monde marchand. En ce sens, tout comme pour les rapports capitalistes en leur temps, les rapports induits par la logique des logiciels libres ne peuvent être que des « *germes* » de rapports sociaux.

Insuffisances et validité du marxisme

Marx et Engels n'avaient pas prévu une telle réalité. Même sous forme de « germes », ils écartaient toute possibilité d'apparition de nouveaux rapports économiques au sein du capitalisme sans bouleversement révolutionnaire. Tout au plus pourrait-on citer, pour tempérer cette affirmation, les considérations de Marx au sein de l'A.I.T., à propos des coopératives dont l'esprit marquait encore une grande partie du mouvement ouvrier regroupé au sein de la Première internationale. Dans une résolution adoptée au premier congrès, à Genève en 1866, et rédigée par Marx il est écrit : « *a) Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association des producteurs libres et égaux.* » Cependant, la même résolution met en garde contre toute illusion à ce propos : « *b) Mais le système coopératif restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements généraux sont indispensables.* »³ On sait que Marx n'entretenait aucune illusion sur l'avenir des coopératives comme foyers de nouveaux rapports sociaux, comme le montre la résolution citée ou encore l'*Adresse inaugurale de l'A.I.T.*, où il affirme que « *cette coopération ne sera jamais capable d'arrêter les monopoles qui croissent en progression géométrique* ». L'histoire lui donna entièrement raison. Tout comme elle condamna les théories sur la possibilité du « *socialisme en un seul pays* », pilier du mensonge stalinien.

La réalité des logiciels libres se situe sur un autre terrain ou dans une autre dimension. Ce n'est pas une réalité géographiquement circonscrite. Elle ne se résume pas à un changement de rapports au sein, à l'intérieur d'une communauté donnée, puisque sa principale caractéristique, la gratuité de ses produits,

3. Karl Marx, *Œuvres*, tome I, p. 1469, Éditions La Pléiade, 1963.

concerne l'ensemble de la société. Contrairement aux coopératives, qui doivent vendre leur produit et donc se soumettre tôt ou tard aux impératifs du marché, les logiciels libres sont gratuitement accessibles à tous. Le caractère inédit des rapports sociaux que les logiciels libres induisent provient fondamentalement de la nature insolite des biens informatiques et informationnels qui permet de créer des moyens de production ou de consommation librement reproductibles à échelle planétaire. Il s'agit d'une nouvelle réalité technologique que ni Marx, ni Engels, ni même les marxistes de la plus grande partie du XXe siècle, ne connaissaient ni prévoyaient.

Qu'y a-t-il de surprenant dans le fait que la vision de Marx et Engels, définie à l'époque où le courrier circulait encore en grande partie à cheval, doive être modifiée, adaptée au temps du courrier électronique planétaire ? Marx et Engels, qui suivaient avec passion le moindre développement des sciences et des techniques de leur temps, à la recherche de tout ce qui pouvait contribuer à faciliter l'instauration de la société communiste, n'auraient certainement pas agi autrement et se seraient, à juste titre, enthousiasmés pour le développement de l'Internet et des logiciels libres.

Contrairement à la vision d'un marxisme invariant qui aurait tout prévu et ne contiendrait aucune insuffisance possible, quel que soit le développement du capitalisme, Marx et Engels sont toujours restés fidèles à leur critique de la pensée dogmatique religieuse : ils savaient que le rôle de la théorie n'est pas de nier ou d'ignorer les faits lorsque ceux-ci la contredisent, mais de s'enrichir de ces nouveaux éléments, sachant se remettre en question, pour mieux développer sa puissance explicative et révolutionnaire.

Si le marxisme n'a pas su prévoir spécifiquement la possibilité de l'apparition de « germes » de rapports non marchands au sein du capitalisme, et se trouve ainsi contredit sur un aspect particulier, le phénomène des logiciels libres constitue par ailleurs une éclatante vérification d'aspects plus généraux et fondamentaux de la théorie marxiste.

Comme on l'a vu dans la première partie de ce texte, les principes qui président à la logique des logiciels libres contiennent des éléments importants des principes communistes. Et, comme on l'a aussi déjà signalé, le fait que ces principes aient pu être retrouvés à partir de l'apparition de nouvelles technologies représente une confirmation de l'idée marxiste qui voit dans les principes communistes, non pas un idéal inventé par quelques penseurs généreux, mais le produit de l'évolution de la société elle-même. Sur un plan plus général, au niveau de la dynamique de l'histoire, le fait que le développement des technologies de production sous le capitalisme soit parvenu à engendrer un secteur économique qui intrinsèquement tend à échapper à la loi de la valeur et qui se développe au cœur même du processus de production social, donne une nouvelle consistance matérielle à l'idée suivant laquelle le capitalisme ne pourra être dépassé que par une organisation sociale abolissant l'échange marchand.

De nouvelles questions

Nier l'existence de germes de nouveaux rapports sociaux au sein du capitalisme au nom du marxisme serait trahir l'esprit de celui-ci au profit de sa lettre. Je crois, pour ma part, que le cadre théorique marxiste constitue le meilleur outil pour répondre aux questions cruciales que pose cette nouvelle réalité et que le travail de recherche dans ce domaine constitue une priorité, sinon la priorité, pour les révolutionnaires de notre temps.

Les questions sont nombreuses et importantes. Elles peuvent être regroupées en deux dimensions, interdépendantes : celle des rapports entre le monde des logiciels libres et l'économie capitaliste où il est immergé, d'une part, et celle des rapports avec la lutte de classes, d'autre part.

Sur le plan économique, jusqu'où peut aller l'actuelle coopération entre logiciels libres et économie marchande sans que des conséquences ne se fassent sentir négativement au niveau de la rentabilité et des débouchés du capital ? Jusqu'où ira l'antagonisme entre la volonté croissante des gouvernements de protéger les *copyright* des logiciels marchands et la tendance tout aussi croissante au « piratage » des biens digitalisés ? Combien de temps faudra-t-il pour que la part de moyens digitalisables nécessaire à la production de biens alimentaires ou de matières premières soit suffisamment importante pour que le coût de production de ces biens puisse être quasiment anéanti par le simple recours aux logiciels libres ?

Sur le plan de la lutte de classes, combien de temps faudra-t-il pour que la réalité des logiciels libres et de leurs principes puissent être connus de tous les exploités ? La défense de ces principes sera-t-elle un jour objet direct de confrontation avec les États ? Quelles modifications dans la lutte quotidienne prolétarienne entraînera la connaissance ou la participation à un modèle pratique d'un nouveau type de rapports sociaux ? L'exemple pratique des logiciels libres aura une puissance de conviction incomparablement plus importante et efficace que celle qu'ont eu en leur temps les modèles des utopistes du XIXe siècle, de la New Harmony de Owen aux phalanstères de Fourier et à l'esprit des coopératives.⁴
Comment peut-être envisagée dans ces conditions « la période de transition » au communisme ?

Il a fallu des siècles pour que les germes de rapports capitalistes du XIe et XIIe siècles deviennent le mode de production socialement dominant. L'histoire de nos jours ne se déroule pas à la même vitesse et les situations historiques sont très différentes. Sauf auto-destruction de l'humanité (malheureusement, possible) par un quelconque dérapage de la barbarie capitaliste, la généralisation à l'ensemble du processus productif social des principes des logiciels libres (élimination de l'échange marchand, production en fonction du bien de la communauté, coopération et partage) devrait prendre beaucoup moins de temps. Cela dépend de la vitesse et de l'intensité d'un processus historique matériel objectif, mais aussi de la conscience qu'auront les hommes du conflit existant et de la nécessité de « *le pousser jusqu'au bout* ».

Pour ceux qui, comme JC, veulent pouvoir participer à la dynamique de cette prise de conscience, la reconnaissance de la nouvelle situation historique créée par le développement des « nouvelles technologies » est une démarche indispensable. Elle est inévitable si nous voulons répondre aux multiples et importantes questions que les circonstances modernes nous imposent.⁵

Raoul Victor, Octobre 2002

4. Au cours de la réunion du 15 juin dernier, dans la discussion sur le thème de la révolution technologique, Mazagan, me répondit (d'après le PV qui en fut fait) : « *Je pense que Raoul, dans la situation actuelle de lutte de classe, cherche un deus ex-machina qui pourrait nous apporter du baume au cœur.* » Je me suis moi-même souvent posé cette question. Cependant, il s'agit d'un argument qui ne concerne que la subjectivité de celui qui formule une pensée. Il ne répond en rien au contenu objectif de cette pensée. Faudrait-il pour qu'une analyse soit correcte qu'elle aille dans le sens contraire de la subjectivité de ceux qui la défendent ? L'idée d'une société communiste serait-elle fautive parce qu'elle « *apporte du baume au cœur* » à ceux qui subissent le capitalisme ?

Il est vrai que pour ceux qui ont cru voir les prémices d'une révolution communiste mondiale dans le développement extraordinaire des luttes revendicatives prolétariennes au cours de la période qui va de la fin des années 1960 jusqu'au tout début des années 80, le recul généralisé et profond de cette combativité au cours des deux décennies suivantes a constitué une déception souvent dévastatrice. Mais plutôt que de se lamenter sur notre situation qui aurait besoin de « *baume* », il est plus utile de chercher à répondre à la question de savoir pourquoi ces luttes, qui ont dans certains cas mobilisé simultanément la quasi-totalité du prolétariat de certains pays (France 1968, Pologne 1980), qui ont souvent atteint des degrés d'affrontement avec l'État d'une violence inconnue depuis des décennies, pourquoi ces combats n'ont jamais abouti à un mouvement se donnant comme but, explicitement, la construction d'une société post-capitaliste, communiste.

Les réalités historiques n'ont jamais une seule cause. Mais parmi les raisons qui expliquent cette « auto-limitation » des mouvements de classe, il faut certainement inclure la difficulté à percevoir collectivement ce que pourrait être une société post-capitaliste. Le « projet révolutionnaire », lorsqu'il était discuté à l'instigation des éléments les plus radicaux, était une nébuleuse opaque et parfois terrifiante. Le modèle soviétique, avec toutes ses variantes, de la « révolution culturelle » chinoise aux foyers guérilleros d'Amérique latine en passant par la sinistre Albanie, prônée comme modèle par certains maoïstes, hantait tous les esprits et en paralysait beaucoup. Même si ces luttes ont marqué historiquement une rupture vis-à-vis de l'énorme emprise des courants staliniens sur les salariés de nombreux pays, cette distanciation n'en était qu'à ses débuts. Inévitablement, toute discussion sur le projet révolutionnaire commençait par des débats sur les qualités ou non des pays « communistes » ou « en voie vers le communisme », etc. Et quand on essayait d'aller au-delà, l'impression de formuler simplement des rêves pieux et abstraits pesait comme source de doute. Il serait erroné de sous-estimer l'importance du manque, ou de l'insuffisance criante du projet révolutionnaire pour expliquer les faiblesses des luttes prolétariennes du passé.

Les nouvelles technologies et la logique des logiciels libres qu'elles ont engendrée, constituent des éléments nouveaux, déterminants, pour fonder beaucoup plus concrètement ce projet.

5. La question de savoir si les conditions matérielles du communisme existaient ou non avant l'actuelle révolution technologique est une question importante pour l'analyse des dynamiques historiques du passé. Mais, quelle que soit la réponse qu'on apporte à cette question, il est prioritaire de constater que les bouleversements technologiques actuels apportent des conditions matérielles qui facilitent de manière qualitativement nouvelle la construction d'une société communiste.